

La Résistance dans l'Hérault

Relevé des cotes conservées aux Archives départementales de l'Hérault



Montpellier, octobre 2012

Illustration de couverture : affichettes anti-gouvernementales (1000 W 238)

Introduction

CONTEXTE HISTORIQUE¹

Lorsque le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre contre l'Allemagne, le département de l'Hérault, lui, est déjà sensibilisé fortement à la guerre d'Espagne par l'accueil dès janvier 1939 des milliers de réfugiés regroupés dans des conditions précaires au camp d'Agde.

Dès l'attaque allemande du 10 mai 1940, qui prend la France par surprise, le département de l'Hérault doit à nouveau faire face à l'arrivée massive de réfugiés venus de Belgique et des départements du nord de la France.

Après la signature de l'armistice avec l'Allemagne, le 22 juin 1940, et avec l'Italie le 24 juin 1940, le régime de la IIIe République s'achève par le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940. Trois parlementaires héraultais s'opposent à ce vote : Paul Boulet, Jules Moch et Vincent Badie. A Londres, le 18 juin 1940, le général de Gaulle, isolé, lance son appel à la Résistance.

Pour le département de l'Hérault, alors en zone libre, commence une période difficile avec l'apparition des problèmes de ravitaillement et du manque de main-d'œuvre, la dégradation de l'état sanitaire de la population, l'absence des prisonniers de guerre puis leur relève, la situation mitigée de l'industrie d'un côté accaparée par l'Allemagne, de l'autre affligée d'une baisse d'activité.

Le nouveau régime cherche à s'imposer auprès des institutions locales. Il effectue une mainmise sur les conseils municipaux, révoquant ceux qui ne sont pas considérés comme de fidèles serviteurs du pouvoir. Le conseil général est remplacé par un conseil départemental dont les membres sont nommés. En avril 1941, est créée la région du Bas-Languedoc comprenant les départements de l'Aude, l'Aveyron, l'Hérault, la Lozère et les Pyrénées-Orientales. Symbole du renforcement de la centralisation, elle est dirigée par un préfet régional assisté de deux intendants, l'un pour la police, l'autre pour le ravitaillement, qui oeuvrent au maintien de l'ordre et de l'activité économique.

Avec le nouveau régime, se met en place également une politique répressive qui désigne, à l'aide de tout un arsenal juridique, les adversaires du nouveau régime : communistes (interdiction du parti communiste français), Francs-maçons (loi interdisant les sociétés secrètes), Juifs et étrangers (avec notamment les statuts des Juifs des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941 et la loi concernant les Juifs étrangers du 4 octobre 1940). A l'encontre de ces derniers, le préfet s'assure de leur recensement et est chargé de participer à l'organisation des rafles d'août 1942 et février 1943.

En septembre 1942 est instauré le service du travail obligatoire (S.T.O.) accueilli avec hostilité par la population.

Dans l'Hérault comme ailleurs, la Révolution nationale engagée par le maréchal Pétain reçoit l'appui de différents mouvements et partis collaborationnistes : chantiers de jeunesse, Légion des Volontaires combattants (dont le service d'ordre légionnaire donnera naissance à la milice en janvier 1943), le parti social français, le mouvement franciste, le parti populaire français et le groupe « collaboration ».

Dès 1940, la Résistance s'organise dans le département avec d'un côté les communistes et de l'autre les gaullistes. Un groupe réuni autour de Vincent Badie

¹ D'après *L'Hérault dans la guerre* de Jean Sagnes, Le Coteau, Horvath, 1986.

adhère au mouvement Combat de Jacques Renouvin. D'autres groupes et mouvements se mettent en place, certains émanant même de mouvements attachés au maréchal Pétain mais hostiles à la collaboration avec l'Allemagne. En octobre 1942, le Front national s'implante dans l'Hérault.

Le 11 novembre 1942, les troupes allemandes franchissent la ligne de démarcation et arrivent dans l'Hérault suite au débarquement anglo-américain en Afrique du nord.

Le département découvre et subit alors l'occupation allemande avec l'installation de garnisons, les réquisitions, l'hébergement d'autorité des officiers chez l'habitant puis l'instauration du couvre-feu (1943) et l'évacuation de la zone côtière (1943 et 1944).

Les opérations de répression contre la Résistance s'accroissent, les arrestations s'intensifient. L'action de la Résistance ne faiblit pas. Les réfractaires au S.T.O. gagnent les maquis qui se sont constitués dans l'arrière pays. Un mouvement d'unification progressive s'opère avec la création des mouvements unis de la Résistance (M.U.R.) et du conseil national de la Résistance sous l'impulsion de Jean Moulin. Depuis mars 1943, œuvre également le noyautage des administrations publiques (N.A.P.).

Le 15 mai 1944, les troupes alliées débarquent en Provence et le 6 juin en Normandie. L'action alliée, soutenue par la Résistance, attaque les troupes allemandes qui se replient dans l'Hérault dès le 18 août. Montpellier est libéré le 21 août 1944, Béziers le 22 août.

Le département de l'Hérault est sinistré suite aux destructions imputables aux Allemands avant leur départ, aux bombardements alliés et aux combats de la Libération. Après l'épuration effectuée sous l'autorité des institutions issues de la Résistance, il a fallu s'attacher à la reconstruction et à oublier cette période trouble.

PRESENTATION

Quelques décennies plus tard, l'intérêt pour cette période s'est manifesté. Les passions s'étant atténuées, des victimes ont témoigné, certaines ont demandé réparation, les historiens ont entrepris de nombreuses recherches grâce notamment à l'ouverture générale des archives depuis 1997.

Pour répondre aux nombreuses demandes ainsi qu'aux attentes d'un public aux motivations variées, nous avons établi ces guides d'aide à la recherche. Ils sont le point de départ de toute recherche mais il ne faut en aucun cas les considérer comme exhaustifs ; ils ne dispensent d'une consultation approfondie des inventaires ni de l'exploration d'autres pistes non signalées ici.

Avertissement :

Les guides sont mis à jour en fonction de l'avancement des travaux de classement des fonds et des nouvelles entrées d'archives (archives publiques ou privées).

LES FONDS CONCERNES

➤ Archives publiques

↳ Archives contemporaines (postérieures à 1940)

- Etat : services déconcentrés, établissements publics, organismes chargés de mission de service public
 - Service départemental de l'Office national des anciens combattants
 - Direction interdépartementale des anciens combattants
 - Rectorat de l'académie de Montpellier
 - Préfecture régionale
 - Commissariat de la République
 - Préfecture de l'Hérault
 - Cabinet du préfet
 - Mission Réglementation
 - Mission Relations avec les collectivités locales
 - Sous-préfecture de Béziers
 - Sûreté nationale
 - Renseignements généraux de Béziers
 - Renseignements généraux-direction régionale de Montpellier
 - S.R.P.J.
 - Commissariat central de Montpellier
 - Commissariat de Sète
 - Juridictions temporaires de la période de guerre
 - Services sanitaires et sociaux
- Organismes de temps de guerre
 - Secrétariat d'Etat au travail-service de la main d'œuvre étrangère
 - Service liquidateur des dépenses d'occupation
 - comité départemental de la Libération

➤ Archives privées

- 11 F : manuscrits isolés
- 1 J : pièces isolées
- 79 J : fonds Michel Chevalier
- 91 J : fonds Gérard Bouladou
- 103 J : fonds Emile Aïn
- 110 J : fonds François Pitangue
- 168 J : fonds de la fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes (F.N.D.I.R.P.-Hérault)
- 173 J : fonds du colonel André Pavelet et d'Antonin Combarmond
- 177 J : fonds Joseph Lanet
- 181 J : fonds de la section de l'Hérault de la fédération nationale des déportés internés de la Résistance (F.N.D.I.R.)
- 182 J : fonds de l'association nationale des anciens de la Résistance-Hérault
- 183 J : fonds de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance de l'Hérault
- 188 J : fonds de l'association des Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation-délégation territoriale Hérault (A.F.M.D.-Hérault)
- 189 J : fonds René Poitevin

➤ Archives sonores et audiovisuelles

Archives contemporaines (depuis 1940)

Etat

Fonds du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

Activités spécifiques

Activités en période de conflit

Guerre 1939-1945

Aides aux prisonniers de guerre et déportés

Service social

13 W 150	Distributions de vêtements aux F.F.I., F.F.L., A.N.A.R., F.T.P., prisonniers de guerre, déportés et internés politiques.	1946
----------	--	------

Déportés politiques et du service du travail obligatoire

13 W 181-182	Déportés politiques : renseignements, listes de rapatriés, de disparus, décédés et déportés raciaux dans l'Aude, l'Aveyron, le Gard, la Lozère, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, dossiers individuels.	1945-1946
--------------	---	-----------

Fichiers habillement

13 W 207	Fichier des distributions de vêtements et points textiles aux réfractaires, maquisards, A.N.A.R. et F.T.P.F.	1945-1946
----------	--	-----------

Statuts

Fichier

1911 W 7-8	Fichier des combattants volontaires de la Résistance (C.V.R.). <i>Communicable en 2050.</i>	1952-1999
------------	--	-----------

Dossiers de Résistants

Dossiers de Résistants ayant obtenu la carte du combattant volontaire de la Résistance et la carte du combattant

2103 W 16-17 1911 W 9-53	Classement dans l'ordre numérique. <i>Communicable en 2050.</i>	1952-1999
-----------------------------	--	-----------

Dossiers de Résistants ayant obtenu uniquement la carte du combattant volontaire de la Résistance

1911 W 54-56 Classement dans l'ordre alphabétique. 1952-1955

Dossiers de Résistants ayant obtenu uniquement la carte du combattant volontaire de la Résistance, décédés, ayant quitté le département ou n'ayant pas donné suite à leur demande

2103 W 20 Classement dans l'ordre alphabétique
1947-2006. *Communicable en 2057.*
1911 W 57 1952-1955.
13 W 38 1952-1958.

Dossiers de demande de carte du combattant volontaire de la Résistance rejetés.

13 W 8-37 Classement dans l'ordre numérique. *Communicable en 2012.* 1958-1961
1911 W 58-61 Classement dans l'ordre alphabétique. *Communicable en 2052.* 1955-2001
2103 W 18

Dossiers de Résistants n'ayant pas obtenu la carte du combattant volontaire de la Résistance mais ayant obtenu la carte du combattant au titre de la Résistance

1911 W 62-63 Classement dans l'ordre numérique. *Communicable en 2046.* 1956-1995
2103 W 20

Dossiers de demande de carte du combattant au titre de la Résistance (art. 137) rejetés

1911 W 64-68 Classement dans l'ordre alphabétique. *Communicable en 2054.* 1960-2003
2103 W 20

Dossiers de Résistants extérieurs ressortissants d'un autre département.

1911 W 69-70 Classement dans l'ordre numérique. *Communicable en 2055.* 1947-2004
2103 W 19

Dossiers de demande de la carte du combattant avec mention « faits de résistance », attribution et rejets

2103 W 1-15 Classement dans l'ordre alphabétique. *Communicable en 2051.* 1949-2000

Personnes contraintes au travail (P.C.T.) et personnes incorporées de force (RAD : Reicharbeitsdienst)

1606 W 63-100 Dossiers de « réfractaires » au S.T.O. (classement dans l'ordre numérique).
Communicables en 2021. 1950-1970

Commissions, conseils et décisions

Conseil d'administration et statuts spéciaux

1911 W 78 Recensement par commune des raflés, requis, fusillés, disparus et décédés. s.d. [post. 1962]

1911 W 79 Combattant volontaire de la Résistance : registre des procès-verbaux de la commission. 1951-1962

Commission d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance

1911 W 81*-84 décisions préfectorales ou ministérielles de rejet ou d'attribution, procès-verbaux, registre de délivrance de la carte. 1952-1997

Fonds de la direction interdépartementale des anciens combattants

Administration générale

Correspondance

2163 W 212 A signaler : dossier sur les fusillés de l'Aude avec rapports de gendarmerie notamment. 1944-1967

Activités spécifiques

Pensions

Demandes de pensions

Fichier des pensionnés

2163 W 73-148 Fichier des personnes pensionnées.

Dossiers des pensionnés et ayants-cause

2163 W 1-57	Dossiers des pensionnés décédés. <i>Communicables 25 ans après la date de clôture du dossier.</i>	1985-2010
2163 W 58-72	Dossiers des veuves et ayants-cause décédés. <i>Communicables 25 ans après la date de clôture du dossier.</i>	1978-2008

Autres documents liés à l'invalidité

Fiches générales du contrôle médical

2163 W 164-165, 175, 183, 211	Déportés politiques.	1945
-------------------------------	----------------------	------

Fiches médicales de rapatriement des prisonniers et des victimes de guerre

2163 W 215-216, 218, 223-224, 226	Fiches médicales de rapatriement des déportés politiques.	1945
-----------------------------------	---	------

Statuts

Instructions, statistiques, correspondance

2162 W 63-64	Instructions et documentation du bureau des statuts concernant notamment la Résistance.	1949-1998
--------------	---	-----------

Demande de reconnaissance d'un statut

Demande d'attribution du titre de déporté et interné résistant et politique

Gestion des demandes

2162 W 11-15, 60, 65, 67-69	Demandes d'attribution du titre de déporté et interné résistant et politique : instructions, correspondance, statistiques, dossiers documentaires, demandes acceptées et rejetées	1945-2009
-----------------------------	---	-----------

Commissions départementales des anciens combattants et victimes de guerre

2162 W 71-81	Convocations, procès-verbaux, dossiers soumis à la commission. <i>Les dossiers sont communicables 50 ans après la date de clôture du dossier.</i>	1967-1999
--------------	--	-----------

Cartes des titulaires et ayants-cause acceptées et refusées

2162 W 1-9	1950-2000.
------------	------------

Dossiers individuels

Fonds du rectorat de l'académie de Montpellier

Affaires générales

Période de guerre

Etudiants et personnel

928 W 78	Professeurs et élèves de la faculté des Lettres « morts pour la France » pendant la Seconde Guerre mondiale, biographies : correspondance avec les familles.	1946
----------	--	------

Personnel

927 W 149	Distinctions honorifiques, prix de la Résistance : arrêtés (1947) ; croix de la liberté et médaille de la Résistance française : circulaire, propositions, correspondance (1945-1946) ; bonification d'ancienneté pour le personnel ayant pris part à la Résistance : instructions, listes nominatives (1952-1953).	1945-1953
-----------	---	-----------

Fonds de la préfecture régionale

Affaires politiques

Rapports des préfets

18 W 41	Rapports mensuels d'information.	Novembre 1941- novembre 1942
18 W 16/1-2	Rapports mensuels du préfet régional sur les activités anti-nationales et sur la situation des départements de la région.	1942-1944
18 W 27	Rapports des préfets départementaux (Lozère, Hérault, Aveyron, Aude, Pyrénées-Orientales) au préfet régional.	1943
18W 28	Rapports des préfets départementaux (Lozère, Hérault, Aveyron, Aude, Pyrénées-Orientales) au préfet régional (1944) ; rapports du préfet régional au ministre (août-septembre 1943).	1943-1944

18 W 36	Rapports des préfets départementaux au préfet régional sur les incidents intervenus dans leurs départements, rapport de l'intendant de police au préfet régional. A signaler : 8 petits tracts	1943-1944
18 W 32	Rapports mensuels sur les principales questions d'intérêt général du préfet délégué de l'Hérault (juillet 1944) et du préfet de Lozère (1er mai-30 juin 1944).	1944

Maintien de l'ordre

18 W 8	Incidents et attentats divers : appel au calme du préfet du 8 décembre 1942.	1942-1944
18 W 15	Surveillance des lieux sensibles : circulaire, rapports de l'intendance de police, correspondance.	1943-1944
18 W 16/1	Relations téléphoniques et messages chiffrés : organisation et instructions.	1942-1944

Surveillance de la population et contrôle de l'opinion

Surveillance des groupes

Mouvements de Résistance

18 W 11	Activités suspectes, surveillance. Correspondance, rapports de police relatifs au parti ouvrier des travailleurs, à un poste émetteur clandestin à Valras-Plage, à des possibilités ou tentatives d'attentats terroristes, dossier relatifs à l'internement administratif d'individus soupçonnés d'avoir participé à un attentat contre un officier allemand à Limoux. A signaler : listes des personnalités de Sète susceptibles d'être victimes d'attentats terroristes.	1943
18 W 15	Organisations clandestines : arrestations à Capestang, à l'hôtel Eden, Neffiès, Béziers ; attentats politiques à Perpignan.	1943-1944
18 W 18/2	Incidents et vols commis par les maquisards : rapports journaliers de police, de gendarmerie et des renseignements généraux, messages téléphonés de la direction de la garde des communications.	1944
18 W 19	Notes sur le maquis.	1944
18 W 21	Incidents et sabotages : rapports de gendarmerie.	Février-mai 1944
18 W 25	Formation et développement de l'activité des organisations clandestines : notes d'observation de l'intendance de police, correspondance.	1943-1944
18 W 26	Activités « terroristes » : notes, rapports.	1944
18 W 78	Incidents, attentats, tracts : notes de police.	1944
18 W 100	Centre régional du groupe Combat, identification de membres, surveillance et répression des activités de propagande (dont bris de glace, explosions, diffusion de tracts). Notes de renseignements, tracts (originaux et reproductions dactylographiées), papillons, procès-verbaux de police, rapports de gendarmerie, rapport du préfet régional au ministère, correspondance. Contient :	1942

- une liste des membres du groupe
- une correspondance signée René Bousquet (dossier Pidoux)
- des renseignements sur Jacques Renouvin.

18 W 100	<p>Activités gaullistes, surveillance et répression. Rapports de police et de gendarmerie, correspondance. Contient des renseignements sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des incidents à Palavas-les-Flots (1942) - des perquisitions - un sujet britannique, Robert Rubie - la découverte de parachutes à Montagnac. 	1940-1943
18 W 100	<p>Propagande de la Résistance, diffusion de tracts et journaux. Rapports, tracts, papillons, journaux, correspondance. contient un exemplaire de "Combat" et des tracts diffusés par avion anglais.</p>	1942-1943
18 W 100	<p>Journée du 14-Juillet 1942 dans la Région, surveillance. Rapports de police et de gendarmerie, correspondance, tracts (originaux et reproductions dactylographiées). Contient des renseignements sur l'ancien député des Pyrénées-Orientales Delcos, "gaulliste notoire".</p>	1942
18 W 100	<p>Surveillance d'un convoi de britanniques, interception d'un courrier du consul général britannique à Barcelone, survol du territoire par des avions britanniques, activités des agents britanniques, atterrissage de britanniques : correspondance.</p>	1942
18 W 100	<p>Bulletin d'information de la légation de Grande-Bretagne à Berne, renseignements sur les destinataires du bulletin. Correspondance, listes nominatives. Contient une notice sur M. Teitgen.</p>	1942

Communistes

18 W 9/2	<p>Arrestations, activités communistes : rapports de police ; mesures de suspension et de fonction à l'occasion de la manifestation du 14 juillet 1942 ; dossiers individuels d'internement.</p>	1942-1944
18 W 14	<p>Activité et propagande communiste dans l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales : rapport des renseignements généraux et de gendarmerie, tracts, correspondance. A signaler : Etat nominatif des individus internés en Afrique du Nord pour menées anti-nationales. Huit photos d'engins incendiaires ou explosifs. Une notice explicative (photos en 2 exemplaires) pour coder le courrier.</p>	1943-1944
18 W 19	<p>Listes des personnes déclarées dangereuses, correspondance et télégrammes du service régional de la police.</p>	1943
18 W 100	<p>Rapports des Renseignements généraux.</p>	1942

Surveillance des personnes

18 W 21	Service du contrôle technique : synthèses hebdomadaires (janvier-mars 1943) ; commission du contrôle postal de Montpellier : synthèses mensuelles (janvier-février 1943).	1943
18 W 40	Individus dangereux pour la sécurité publique : dossiers individuels de suspects.	1942-1943
18 W 98	Dossier sur la surveillance exercée sur Me Vincent Badie et Me Bernard.	1943-1944
18 W 100	Rapports de police sur Henri Teitgen.	1941-1942

Contrôle de l'opinion

18 W 9/1	Surveillance de l'état de l'opinion : rapports, notes, correspondance.	1942-1944
18 W 37	Surveillance des écoutes : rapports, notes.	1942-1944
18 W 61	Contrôle de la presse étrangère.	1941-1943
18 W 62	Ecoute des radios étrangères en langue française, informations dans la presse étrangère : rapports, correspondance.	1941-1943

Relations avec les autorités d'occupation

Arrestations

18 W 11	Arrestations par les Allemands (décembre 1942-juillet 1943). Notes de renseignements des R.G., correspondance, listes nominatives dont liste des personnes arrêtées par les autorités allemandes depuis le 6 décembre 1942 jusqu'au 3 janvier 1943..	1942-1943
18 W 44/2	Fichier des personnes arrêtées.	1943-1944
18 W 46/1-2	Arrestations opérées par les Allemands dans les cinq départements de la région : listes, fiches de renseignement (46/1 : avril-décembre 1943 ; 46/2 : janvier-août 1944).	1943-1944
18 W 98	Arrestations opérées : notes, rapport, correspondance (1941-1946), registre d'arrestations opérées par les autorités allemandes, novembre 1943-mai 1944 ; liste des personnes inculpées d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et internées à la maison d'arrêt de Montpellier entre le 10 mai 1943 et le 5 mai 1945.	1941-1946
18 W 100	Ressortissants français comparant devant le Conseil de guerre allemand menacés d'être condamnés à mort, interventions du préfet régional en leur faveur. Correspondance. Concerne : Pitangue Jean, Migliano Raymond, Gassigni Pierre, Gausson Francis dit Lacaze, Sauvebois Aimé dit Jimmy, Sénégas Edmond.	1944
18 W 100	Arrestations de ressortissants français par les autorités allemandes. Fiches sur les arrêtés, interventions préfectorales, état mensuel des libérations avec indication du motif de l'arrestation.	1943-1944

Surveillance de la population

18 W 17/1	Attentats terroristes : rapports de gendarmerie.	1943-1944
18 W 100	Actes de sabotage, explosions, actes criminels et vols suspects. Notes de renseignements (mars - avril 1944), correspondance (dont en langue allemande), lettres de particuliers.	1944

Internements administratifs et assignations à résidence

18 W 1-8, 11, 13, 42/2, 44/1	Internés administratifs et assignations à résidence. <i>Voir le détail dans l'aide à la recherche concernant les camps d'internement.</i>	1942-1944
18 W 98	Liste des internés politiques du département de l'Aude considérés comme dangereux.	1943
18 W 100	Internements de gaullistes, communistes et anglophiles, propositions et libérations. Correspondance. Concerne Brylinsky Francis, Viche Gérard, Merle, Imhaus Albert.	1942-1943

Police

Rapports et notes

18 W 16/1	Bulletins hebdomadaires des Renseignements généraux et de la gendarmerie.	1944
18 W 19	Notes des Renseignements généraux sur le port de Sète.	1942-1943
18 W 22	Rapports et notes sur l'état de l'opinion. A signaler : note du commissariat de Sète relative à l'arrivée de Jules Moch à Londres, rapport mensuel du préfet de Lozère sur l'état de l'opinion et la vie de son département (mai 1943).	1942-1943
18 W 23	Rapports des Renseignements généraux.	Janvier-mars 1944
18 W 24	Rapports des Renseignements généraux.	Avril-juillet 1944
18 W 29	Notes des Renseignements généraux (1943-1944), rapports de gendarmerie (mai-juillet 1944).	1943-1944
18 W 30	Bulletins hebdomadaires des Renseignements généraux de Montpellier et Sète.	1943
18 W 31	Notes hebdomadaires des Renseignements généraux.	1943-1944

18 W 32	Notes de renseignements des R.G., rapports de police et gendarmerie (février-septembre 1943), bulletin hebdomadaire du service régional des R.G. Pour la période du 22 mai au 5 juin 1944. Concerne tout le ressort de la région mais essentiellement l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. Une partie des notes de renseignements et rapports concerne les arrestations par les Allemands. A signaler : rapports de l'intendance de police (mars-mai 1943).	1943-1944
18 W 40	Bulletins hebdomadaires des Renseignements généraux.	1942
18 W 42/1	Notes des Renseignements généraux.	Juillet, octobre-décembre 1943
18 W 61	Rapports des Renseignements généraux, rapports de garde-voies.	1941-1943

Fonds du Commissariat de la République

Organisation générale

Distinctions honorifiques

999 W 69	Médaille de la Résistance. Personnel de la Maison d'éducation surveillée d'Aniane et de la prison centrale de Nîmes : propositions de candidatures (janvier 1945-janvier 1946). Résistants : notices de renseignements sur Antoine Orsetti (adjoint au maire de Montpellier), George Flandre (major de l'Armée du Salut), Pierre Colin (commandant de la base aérienne de Montpellier) (janvier 1945).	1945-1946
----------	--	-----------

Vie politique

Contexte événementiel

999 W 75	Libération de Montpellier. Bulletins d'information du Comité national des Journalistes (20-21 août 1944), tracts du Comité départemental de Libération appelant à la grève générale, procès-verbaux de séances du Comité départemental de Libération (27 août 1944), compte rendu du Commissaire Bounin sur le déroulement de la semaine de Libération de Montpellier du 17 au 24 août 1944 (23 février 1945, imprimé), affiche, correspondance.	1944-1945
999 W 76	Déminage et récupération de matériel. Opérations de déminage : rapports mensuels, correspondance (septembre 1944-mars 1946). Récupération de matériel et de chevaux réquisitionnés par les Allemands : instructions, correspondance (septembre 1944-avril 1946).	1944-1946

999 W 78	Démobilisation des mineurs F.F.I. et F.T.P. indispensables à la vie économique. Notices individuelles, listes de mineurs requis des mines d'Aubin et de Decazeville (Aveyron), correspondance (août 1944-juillet 1945).	1944-1945
----------	--	-----------

Réquisitions

999 W 118	Réquisitions irrégulières, pillages. Instructions générales : circulaires, notes (27 octobre 1939-25 février 1946). Réquisitions irrégulières opérées par les FFI et autres groupements de Résistance : correspondance (août 1944-février 1946), liste d'immeubles réquisitionnés par les autorités militaires, projet de transformation de l'asile de la Fondation Bouttes-Gach-Cazanove-Marcou (Aude) en atelier de formation professionnelle (décembre 1944-septembre 1945). Réquisitions d'immeubles privés et de commerces : correspondance (août 1944-mars 1946) (une partie du dossier est classé au nom des propriétaires).	1939-1946
999 W 119	Réquisitions de matériel et de véhicules. Instructions générales (septembre 1944-octobre 1945) : circulaires, notes. Réquisitions d'automobiles par les FFI : correspondance avec le chef régional des FFI, avec le Secrétaire général pour la Police, les préfets, ordres de réquisitions, notes, règlement sur les réquisitions automobiles effectuées par les FFI (2 novembre 1944, 8 p., impr.) (août 1944-avril 1946).	1944-1946

Prisonniers de guerre, déportés et réfugiés

999 W 127	Comité des Oeuvres sociales de la Résistance (COSOR). Liste de tués et fusillés, de déportés et internés en Allemagne (Lozère), correspondance, états de répartition des fonds alloués par le COSOR (20 septembre 1944-30 juin 1945).	1944-1946
-----------	--	-----------

Partis politiques et mouvements de Résistance

999 W 131	Mouvements de Résistance. Mouvement unifié de la Renaissance (MUR) et Front national : circulaire, rapport de la 1ère conférence internationale des cadres du MUR (1-2 décembre 1945). Affaires d'Espagne et Résistance espagnole, surveillance : rapports des Renseignements généraux de l'Aude, de l'Aveyron et des Pyrénées-Orientales, correspondance avec le Ministère des Affaires Etrangères et les préfets de départements (décembre 1944-novembre 1945), demandes d'interventions des Comités locaux de Libération en faveur de Cristino Garcia et des résistants espagnols emprisonnés en Espagne, pétition de la commune de Bessèges (Gard) contre l'assassinat de Cristino Garcia (octobre 1944-mars 1946). Groupement national des Réfractaires : correspondance (décembre 1944-octobre 1945).	1944-1945
999 W 132	Mouvements politiques et de résistance : rapports sur l'activité politique.	1946
999 W 133	Milice patriotique de Limoux, arrestations de membres : enquête de police, notes et rapports du préfet de l'Aude et du Commissaire de la République au ministère de l'Intérieur (juin-octobre 1945). Affaires Mounier, Moulins, Coronas, Lafforgue et Nouyer.	1945

Répression de la collaboration et épuration

Répression des activités de collaboration

- 999 W 140 Affaires politiques très diverses. 1944-1945
 Affaire du maquis de La Parade (Lozère) : rapport du commissariat spécial sur la condamnation des coupables (oct.-nov. 1944) .
 Existence d'un maquis milicien au Mont-Mouchet (Lozère) : note des Renseignements généraux (janvier 1945).
 Arrestation à Decazeville de gendarmes compromis dans une attaque du maquis en mai 1944 : enquête de police (octobre-novembre 1944).
 Exécution sommaire du gardien de prison FFI de Villefranche-de-Rouergue : rapport du commandant FFI de l'Aveyron (décembre 1944) .
 Meurtre des époux Arnaud à Quissac (Gard) : enquête de police (déc. 1944).
 Marché noir et de trafic de faux bons d'essence (février- juin 1945, 4 photos).
 Disparition d'une caisse contenant 35 millions de francs à Perpignan (mars 1945) .
 Distribution de tracts par le Comité de libération des Officiers de Maubeuge : rapports de police (mars-avril 1945).
 Découvertes de dépôts d'armes clandestins dans les Pyrénées-Orientales (juillet-sept. 1945).
 Manifestations fascistes à Saint-Bauzille-de-Putois (mai 1945).
 Autres affaires : grève des fonctionnaires (décembre 1945), enquête sur un coup de force contre des détenus à l'hôpital Saint-Eloi (juillet 1945), mouvements anti-fascistes espagnols (novembre 1944).
- 999 W 143 Dossiers individuels d'enquêtes de police : arrestations de collaborateurs, attentats contre les personnes, exécutions arbitraires, recherches de personnes arrêtées par la Gestapo et déportées, de personnes faisant l'objet d'un internement administratif. 1944-1946
- 999 W 146 Crimes de guerre. 1944-1946
 Enquête sur l'activité des conseillers nationaux désignés par Vichy : circulaire ministérielle (5 novembre 1944), rapports du commissariat spécial, notices individuelles de renseignements, attestations des Comités départementaux de Libération (novembre 1944-mai 1945).
 Nomination du chef de service de la Délégation régionale du service de recherche des Crimes de guerre de la région de Montpellier : circulaire ministérielle, propositions de candidatures, correspondance (janvier-mai 1945).
 Crimes de guerre : notes d'information des Renseignements généraux sur le déroulement du procès du préfet Angelo Chiappe à Nîmes (22-23 décembre 1944), note d'identification de corps trouvés dans un charnier découvert à Saint-Geniès-des-Mourgues et à la caserne de Lauwe (s. d).
 Relations avec les Forces Françaises de l'Intérieur : correspondance avec le colonel des FFI (août -septembre 1944), rapport du chef de la sûreté FFI de l'arrondissement de Saint-Affrique sur les crimes et atrocités commis par les troupes allemandes (10 novembre 1944).
 Affaires militaires : correspondance avec l'Etat-major et le commandant de la 16e région militaire (septembre-octobre 1944).

Epuration administrative

Personnel de police

999 W 173 Fonctionnaires de police : correspondance, avis de recherches nationaux. 1945-1946
A noter : dossier de déclaration d'activité clandestine en faveur de la
Résistance de l'inspecteur des Renseignements généraux, Louis Boyer.

Affaires militaires et forces armées

999 W 190 Forces alliées. 1944-1946
Aide aux Forces Alliées : instructions générales, correspondance, rapport sur
l'accident du Dakota britannique à Quérigut (Ariège) le 5 décembre 1944,
rapport sur le décès accidentel de l'enfant Josette Nogaret à Montezieu (Lozère)
(31 octobre 1944), organisation du service d'aide aux Forces alliées (août 1944-
26 mars 1946).
Ravitaillement des Forces alliées : circulaires (septembre-octobre 1944).
Main-d'oeuvre civile mise à disposition des alliés, emploi : circulaires
(septembre-novembre 1944).
Civils Affaires de l'armée américaine, fin de mission : correspondance (juin-
septembre 1945).

Fonds de la préfecture

Cabinet du préfet

Organisation générale et affaires politiques

Gestion des services administratifs et surveillance du
personnel

Personnel des services administratifs

Demandes d'emploi, recrutement, nomination, gestion

Enquêtes

1000 W 457 Personnel des services administratifs, demande d'emploi, traitement des 1941-1942
dossiers : note de renseignement, correspondance.
A signaler : appel à manifestation pour le 14 juillet 1942, note sur l'organisation
et les méthodes d'action du parti communiste illégal.

Distinctions honorifiques

Médaille de la Résistance

1000 W 81	Croix de la Libération et médaille de la Résistance. Réception des candidatures et attribution : dossiers de candidatures, notes de renseignements, correspondance.	1944-1945
30 W 3	Attribution.	1945-1948

Correspondance et presse

Correspondance diverse, chronos

1000 W 119-123	« Affaires spéciales » ² . 119. 1941-1944 120. janvier-juin 1945 121. juillet-décembre 1945 122. 1946 123. 1947	1941-147
----------------	---	----------

Politique de l'Etat par secteurs d'activité et fonctionnement des services administratifs

Défense, anciens combattants et victimes de guerre

320 W 10	Anciens combattants et victimes de guerre. Requêtes diverses, demande d'emploi réservé : rapport des Renseignements généraux, circulaires, arrêté (1952-1956) ; rapatriement des corps : état, procès-verbal, correspondance (1950-1952) ; sépultures, projet de création d'un cimetière militaire national dans l'Hérault et implantation de tombes militaires allemandes : compte rendu, état, correspondance (1955-1956) ; associations d'anciens combattants, revendications : note d'informations des Renseignements généraux, correspondance (1946-1956).	1946-1956
----------	--	-----------

Police et gendarmerie

Généralités

1000 W 176-180	Police, affaires diverses [concerne notamment l'activité politique des fonctionnaires de police, le recensement des prisonniers, les plaintes déposées contre des agents de police et l'organisation matérielle des commissariats] : circulaires, arrêtés, rapports, listes, correspondance. 176. 1942 177. 1943 178. 1944 179. 1945 180. 1946-1947	1942-1947
----------------	--	-----------

² Ces dossiers touchent des affaires jugées plus sensibles que les autres et furent classés à part dès leur origine. On trouvera par exemple dans cette série des dossiers concernant le passage de personnalités dans le département ou les réactions à des événements nationaux, tel le procès Pétain.

1000 W 427	Police, affaires diverses. A signaler : surveillance des individus et des groupes (notamment les Intellectuels catalans) ; attentat contre Laval, dossier Colette, auteur de l'agression.	1941
<h2>Rapports</h2>		
1000 W 376	Procès-verbaux de gendarmerie, rapports de police.	1940
1000 W 185-189, 438, 446	Rapports journaliers de police. 185. décembre 1941-décembre 1942 438. janvier-juin 1943 446. juillet-décembre 1943 186. janvier-août 1944 187. août 1944-février 1945 188. mars-août 1945 189. septembre-décembre 1945	1941-1945
1000 W 190-194, 439	Bulletins quotidiens et hebdomadaires des Renseignements généraux. 439. février 1942-janvier 1943 190. octobre 1943-juin 1944 191. août 1944-février 1945 192. mars-avril 1945 193. mai-juin 1945 194. janvier-mars 1946.	1943-1946
1000 W 195-200, 434, 451	Notes de renseignements de police et des Renseignements généraux. 195. novembre 1942-janvier 1943 434. juillet-septembre 1943 451. octobre-décembre 1943 196. janvier-août 1944 197. mars-août 1945 [concerne notamment les réactions au procès Pétain] 198. septembre 1945 199. octobre-décembre 1945 200. octobre-décembre 1947	1942-1947
1000 W 409	Rapports mensuels de police et de gendarmerie.	Février- octobre 1943
1000 W 415	Rapports des Renseignements généraux.	1942-1943
1000 W 377	Rapports de police concernant notamment les attentats par explosifs.	1941-1943
1000 W 201	Rapports du Centre d'Information et d'Etudes (décembre 1940). Rapports de différents services de police (1943-1944).	1940-1944
1000 W 202	Bulletins bimensuels d'information des commissariats centraux de Montpellier, Béziers et Sète.	1944-1946
1000 W 373	Rapports journaliers du commissariat de Montpellier.	mai-août

Police judiciaire

1000 W 205-207	Accidents, explosifs et faits divers : rapports, procès-verbaux, correspondance. 205. mai 1943-avril 1944 206. mai-juin 1944 207. juillet-août 1944	1943-1944
----------------	--	-----------

Maintien de l'ordre

1000 W 208	Plan général : circulaires, correspondance, plan synthétique et détaillé, listes d'individus suspects et dangereux.	1942
1000 W 210	Création d'un réseau radiographique départemental de sécurité, réquisition de postes de radio : ordres de réquisition, procès-verbaux, correspondance, inventaires (1942). Surveillance de la navigation : rapports, correspondance (1940-1941). Questions diverses : listes, circulaires, copie partielle du Plan de maintien de l'ordre, correspondance (1943).	1940-1943
1000 W 211	Lieux sensibles ³ , surveillance : instructions, circulaires, listes, rapports, correspondance (1942-1943) ; port de Sète et littoral : correspondance, rapports, listes (1940-1941) ; ligne de démarcation : correspondance, notes de renseignements.(1941-1942).	1940-1943
1000 W 212	Manifestations publiques à risques (1 ^{er} mai, 14 juillet, 1 ^{er} août ⁴ , 20 août, 20 septembre ⁵ , 11 novembre), surveillance : correspondance, circulaires, tracts, rapports.	1942-1944

Surveillance de la population

Surveillance des personnes

1000 W 215	Liste « S », organisation générale et surveillance des suspects : listes, correspondance, notes de renseignements, circulaires.	1943-1944
1000 W 216	Suspects français, surveillance : dossiers individuels classés alphabétiquement, correspondance, notes de renseignements, rapports.	1940-1941
1000 W 217	Individus divers, enquêtes : notes de renseignements, avis de recherches (1941-1942), correspondance.	1941-1943
1000 W 218	Perquisitions : mandats, rapports, procès-verbaux, correspondance.	1942-1944
1000 W 219	Arrestations : correspondance, rapports, fiches de renseignements, tableaux récapitulatifs. Concerne les arrestations effectuées par la gendarmerie et par les Allemands.	1943-1944
1000 W 450	Individus soupçonnés de communisme, enquêtes et internements.	1940
1000 W 435, 448	Individus considérés comme suspects : enquêtes, notes de renseignements, correspondance, rapports de police, listes.	1940-1942

³ Cette dénomination regroupe les points sensibles des agglomérations, les délégations des troupes étrangères, les gares de triage, les dépôts alimentaires, les stocks de titres alimentaires, les postes de distribution d'essence, les stocks de carburant, les lignes de communications et les mines.

⁴ Date anniversaire de la mort de Jaurès.

⁵ Date anniversaire de la victoire de Valmy en 1792.

1000 W 393	Répression des menées anti-nationales : instructions, rapports, statistiques mensuelles.	1940-1942
1000 W 380, 455	Rapports de police et de gendarmerie, correspondance.	1941-1942
1000 W 381	Surveillance des réunions et conférences : rapports de police.	1941-1942

Surveillance des groupes

Associations et groupements variés

1000 W 220	Associations et groupements variés ⁶ , surveillance : correspondance, rapports, notes de renseignements.	1941-1944
1000 W 221	Carnet « B » ⁷ , surveillance des membres : correspondance, rapports.	1941

Partis politiques

1000 W 227	Instructions du ministère de l'Intérieur relatives à la répression des menées communistes (1940-1942). Organisations communistes [dont le Cercle des Mineurs du Bousquet d'Orb], dissolution : correspondance, circulaires, rapports (1939-1943). Biens communistes séquestrés, dévolution : rapports, correspondance (1942-1944).	1939-1944
1000 W 228	Dossiers individuels de communistes classés alphabétiquement [il manque la lettre A] : correspondance, notes de renseignements, ordres d'écrou.	1939-1942
1000 W 229-230	Activité communiste, surveillance : arrêtés, rapports, correspondance, tracts, listes, notices individuelles. 229. 1939-1940 230. 1941-1944	1939-1944
1000 W 456	Surveillance du parti communiste : rapports de police, des Renseignements généraux et de gendarmerie, tracts. A signaler : appel à manifestation pour le 14 juillet 1942, note sur l'organisation et les méthodes d'action du parti communiste illégal.	1942

⁶ Ceci recouvre le Centre d'Information et d'Etudes et ses Groupes de Protection, des mouvements de jeunesse (journal « l'Echo des Etudiants », les Cadets de France, les Auberges de Jeunesse, Jeunesses francistes, Jeunesses de l'Empire français), des groupes collaborationnistes (Action Française, Comité Universitaire pour la Révolution Nationale, Amicale de France, groupe « Pavillon Haut », Gardes Françaises, Phalanges Nationales, Légion française contre le bolchevisme, Mouvement franciste, Légion tricolore, Service d'ordre légionnaire (SOL), Parti Populaire Français, Groupe « Collaboration », Parti Socialiste Français, Milice française), des groupements syndicaux (syndicats du bâtiment et de la métallurgie de Béziers, coopérative ouvrière « Sète Manutention », syndicat des pointeurs), des associations secrètes (Ligue des droits de l'Homme, association « Les Amis de l'Homme ») et des œuvres d'assistance (Comité d'assistance aux réfugiés, Armée du Salut, Œuvre de Secours aux Enfants, Aumônerie protestante pour les étrangers).

⁷ Le carnet « B » est un registre de suspects, principalement des militants pacifistes et anarchistes.

Sociétés secrètes

1000 W 231	Loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes, application : correspondance, circulaires, états récapitulatifs par service des agents ayant fait une déclaration de non-appartenance à des loges maçonniques. Biens maçonniques séquestrés, saisie et dévolution : procès-verbaux d'apposition de scellés et de saisie de biens, correspondance, rapports.	1940-1943
1000 W 232	Membres de sociétés secrètes, surveillance : listes, correspondance, circulaires.	1941-1943

Etrangers

1000 W 233	Nord-Africains, surveillance : listes des résidents dans le département (1938-1939) ; surveillance des embarquements à Sète : listes, rapports, circulaires, correspondance (1940) ; recherche des clandestins : procès-verbaux, correspondance (1940) ; étude de l'action allemande parmi les Nord-Africains et des menées « anti-françaises » de certains individus : notes de renseignements, rapports, correspondance (1942).	1938-1942
1000 W 234	Espagnols, surveillance et recherche des « anarchistes » : correspondance, listes (1940-1942) ; rapports avec les associations républicaines : rapports, circulaires, correspondance (1944-1947, avec des documents justificatifs de 1943).	1940-1947

Contrôle de l'opinion

1000 W 237-238	Tracts, brochures et affiches, saisie et recherche des responsables : documents saisis, rapports de police, correspondance, ouvrages imprimés. 237. 1941-1943 238. janvier-juillet 1944	1941-1944
1000 W 239-240	Journaux interdits, saisie et recherche des responsables : journaux saisis, circulaires, procès-verbaux de saisie, télégrammes, correspondance. 239. Journaux suisses 240. Autres journaux	1941-1944
1000 W 424, 433	Journaux interdits, tracts, brochures et affiches. A signaler : nombreux exemplaires de journaux dont <i>Combat</i> , tracts, brochures et d'affiches de propagande.	1942-1943

Affaires de guerre

Seconde Guerre mondiale

Relations avec les autorités d'occupation

1000 W 275-300	Relations franco-allemandes : correspondance, notes de renseignements, rapports, comptes-rendus de réunions, traductions de lettres d'officiers allemands, listes. 275. Organisation générale 276. Personnel du service des relations franco-allemandes 277. Commissions de contrôle 278. Surveillance de la population 279. Contrôle de l'opinion 280. Contrôle des transports et des communications, laissez-passer 281. Surveillance de la navigation	1940-1944
----------------	---	-----------

- 282. Contrôle des armes
- 283. Collaboration économique
- 284. Ravitaillement
- 285. Réquisitions
- 286. Affaires sanitaires
- 287. Chantiers de jeunesse
- 288. Défense passive
- 289. Couvre-feu
- 290. Affiches à apposer en cas de combats
- 291. Avertissements d'exercice de tirs réels
- 292. Evacuations
- 293. Prisonniers de guerre
- 294. Inhumations
- 295. Sabotages
- 296. Incidents
- 297. Arrestations (affaires classées chronologiquement de mars 1943 à juillet 1944. *A signaler : arrestation des docteurs Antonin Balmès et Desmont avec rapport de la faculté de médecine sur l'intérêt de leurs travaux, arrestation Vincent Badie*)
- 298. Arrestations (dossiers individuels, 1943)
- 299. Arrestations (divers)
- 300. Poursuites pénales et exécutions par les Allemands

Surveillance et répression des mouvements de Résistance

1000 W 222	« Menées anti-nationales », surveillance : arrêtés, correspondance, circulaires, statistiques, listes, rapports.	1939-1943
1000 W 223	Dénonciations pour activité gaulliste ou communiste, enquêtes (1940-1944) puis répression des auteurs de dénonciations (1944-1945) : correspondance, tracts, procès-verbaux.	1940-1945
1000 W 224	Manifestations du 14 juillet 1942, surveillance et poursuites : rapports, correspondance, notes de renseignement. Propagande anti-gouvernementale, saisie des tracts et recherche des responsables [concerne notamment le groupe « Combat »] : tracts, correspondance, notes de renseignements. Individus suspects de propagande gaulliste : dossiers individuels.	1941-1942
1000 W 225	Activité gaulliste, surveillance [notamment surveillance des départs pour l'Angleterre] : tracts, rapports, procès-verbaux, correspondance.	1940-1942
1000 W 226	Activité « terroriste », dédommagements aux victimes d'attentats : rapports, procès-verbaux, circulaires, correspondance (1943-1944) ; surveillance des camps de réfractaires et de résistants : notes de renseignements sur la présence ou non de camps dans les communes (mai-juin 1944).	1943-1944
1000 W 423	Surveillance de groupes et de personnes notamment Combat, enquêtes.	1942

Internements, assignations à résidence et déportations

1000 W 244-257	Dossiers d'internés pour motifs politiques : arrêtés, notes de renseignements, procès-verbaux de gendarmerie, correspondance. 244. A 245. Ba-BI 246. Bo-Bu 247. C 248. D 249. E-F 250. G 251. H-L 252. M	1940-1950
----------------	---	-----------

253. N-P
254. Q-R
255. S
256. T-Z
257. Dossiers concernant plusieurs individus.

1000 W 263	Mesures de police du 10 décembre 1941, arrestations et internements : correspondance, listes, arrêtés, rapports, dossiers individuels des personnes internées (1941-1944). Internements et assignations à résidence, affaires diverses : listes, correspondance relative aux individus non internés mais ayant fait l'objet de propositions d'internement, rapports mensuels, propositions de libérations, correspondance (1942-1944).	1941-1944
320 W 10	Déportés-résistants. Arrestation, interrogatoire, conditions de détention : mémoire (1947-1948) ; statut et requêtes : application de l'arrêté du 27 décembre 1954 sur les patriotes transférés en Allemagne, listes nominatives des déportés de Capestang, listes nominatives des déportés-résistants et des internés-résistants du département de l'Hérault, rapport des Renseignements généraux, correspondance (1953-1956).	1947-1956

Mission Réglementation

Etrangers et nationalité

Naturalisations et nationalité

Généralités

Dossiers annulés, sans suite, rejetés

2 W 463	Dossiers de naturalisations rejetés en 1949. A signaler : dossier Henri Glaser dit « capitaine Léon » avec un rapport contenant des informations sur la Résistance à Clermont-l'Hérault et Lodève.
---------	---

Circulation transfrontière

Circulation des personnes en temps de guerre

2 W 2367	Délivrance de visas de sortie et de passeports. Etats statistiques des visas accordés à des étrangers (1940, 1944), des Italiens rapatriés, des passeports délivrés entre mai et juin 1940 comprenant des listes nominatives, demandes de visas de ressortissants espagnols appelés sous le drapeau en Espagne avec listes nominatives (1943), correspondance et télégrammes concernant des demandes de visas et passeports avec listes nominatives des rappels faits au ministère de l'Intérieur.	1940-1944
----------	---	-----------

Mission Relations avec les collectivités locales

Administration des collectivités locales et établissements publics communaux et départementaux, tutelle puis contrôle de légalité

Personnel territorial

Gestion et rémunération

Personnel communal et départemental

Généralités

527 W 5406	Bonification d'ancienneté pour les fonctionnaires ayant pris une part active et continue dans la Résistance (loi du 26 septembre 1951) : décisions de la commission centrale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre [contient des notices individuelles].	1954-1960
------------	---	-----------

Personnel communal

Personnel pendant la Seconde Guerre mondiale

288 W 906	Application de la circulaire n° 430 AD 3 du 4 mai 1945 relative à la situation des agents des collectivités locales qui ont quitté leurs services pour des raisons politiques ou militaires ou qui ont été victimes d'événements de guerre : demandes des agents.	1945
-----------	---	------

Gendarmerie Nationale

Légion du Languedoc

Compagnie de L'Hérault

Section de Lodève

RAPPORT

du Lieutenant MANGIN, Commandant la Section de Gendarmerie de Lodève

sur l'attaque, par les troupes allemandes d'une bande de jeunes français réfugiés dans la montagne, près de ROSIS (Hérault).

N° 91/4

REFERENCE : Article 52 du Décret du 20 Mai 1903.

DESTINATAIRES

- Chef du Gouvernement (2 ex.)
- Préfet Régional-Montpellier
- Préfet du Département
- Sous-Préfet à Béziers
- Colonel inspecteur à Marseille
- Colonel Comdt. la Légion
- Chef d'Escadron, Comdt. la Compagnie
- Procureur de L'Etat Français à Béziers.

Le 10 Septembre 1943, à l'aube, 150 militaires des troupes allemandes d'opérations, ont attaqué, près de DOUCH, Commune de ROSIS (Hérault) une bande armée de jeunes gens français qui s'étaient réfugiés dans la montagne. - Deux d'entre eux ont été tués et quatre blessés.

L'opération s'est déroulée entre 7 heures et 11 heures, et peut être reconstituée de la façon suivante, selon le témoignage de quelques paysans et de militaires allemands ayant participé à l'opération.

Des jeunes gens s'étaient réfugiés dans le presbytère de l'Eglise de DOUCH-ROSI. Ce presbytère était abandonné. Cet immeuble, auquel sont attenants l'église et le cimetière est situé à 3 kilomètres environ du village de ROSIS et à 1 kilomètre du hameau de DOUCH, et à 200 mètres du chemin qui réunit ces deux agglomérations. Il est distant de la brigade de Gendarmerie de ST. GERVAIS, de 13 kilomètres, et se trouve dans la montagne. - La population totale de ces deux agglomérations, est de 50 habitants.

Des troupes allemandes sont arrivées vers 7 heures, venant de deux directions différentes. - Elles étaient armées d'armes automatiques (un grand nombre de douilles ont été retrouvées), de grenades à main (manches de bois découverts) de mortiers de campagne (traces laissées sur le sol et de canons qui devaient être laissés en réserve à 5 kilomètres des lieux.

Le refuge des jeunes gens a été attaqué vers 7 h. 30. - Une fusillade s'en est suivie ; elle aurait duré plus d'une heure, selon le témoignage des habitants du hameau de DOUCH, dans lequel, les soldats allemands ont, par la suite, opéré une minutieuse perquisition.

Un certain nombre de ces jeunes gens aurait réussi à s'enfuir, une trentaine environ. - Quatre ont été blessés et emmenés par les véhicules allemands. - Ces renseignements ont été fournis par un sous-officier allemand ayant participé à l'opération, au Capitaine Commandant la Section de Gendarmerie de Béziers, qui s'était rendu à l'Hôpital de cette ville, où les blessés avaient été conduits.

L'identité des blessés est la suivante :

HELL, Victor, Compagnie Maritime de TOULON.
FIVES, Jacques, 80, rue de Villarel - TOULOUSE
GUYAUX, Edmond, 52, Cité de Madrid - TOULOUSE
VASSEUR, André, chez Mme BERNAY, rue des Soufflets à RUE (Somme).

Ces blessés ont été transportés, le 10 Septembre dans l'après midi, à PERPIGNAN.

Les deux morts avaient été laissés sur place. - Ils avaient été mitraillés par les pièces allemandes, à 300 mètres de leur refuge, alors

Extrait du rapport de gendarmerie concernant l'attaque d'un maquis à Rosis par les troupes allemandes, septembre 1942 (1000 W 299)

ETAT FRANÇAIS

RÉGION DE MONTPELLIER

INTENDANCE DE POLICE

COMMISSARIAT CENTRAL DE POLICE

N° 15298

MONTPELLIER, le 3 Juillet 1944

RECEVUE
- 3 JUIL 1944

Le COMMISSAIRE CENTRAL

à Monsieur le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE - chef régional des services de Sécurité Publique -

*Copie à B.F.A.
cc. 2.7.44*

O B J E T : Accélération des transmissions des renseignements relatifs aux condamnations à mort de Français par les tribunaux Allemands.

REFERENCE : Votre dépêche circulaire n° 5038 S.P. en date du 18 Juin 1944, ainsi que votre transmission n° 5230 S.P. en date du 30 Juin 1944, consécutive à une dépêche circulaire de M. Le Secrétaire Général au maintien de l'Ordre.

J'ai l'honneur de vous donner ci-après copie d'un rapport de M. GILLOUX, Commissaire de Police du 1er arrondissement, relatif à des inhumations pour lesquelles il n'a pas été possible à ce fonctionnaire de fournir des précisions concernant l'identité des personnes exécutées.

"Le Commissaire de Police du 1er arrondissement

"A Monsieur le Commissaire Central :

"J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en exécution de vos instructions, je me suis rendu, le 30 Juin 1944, à 6 heures du matin, au cimetière St Lazare, pour procéder à l'inhumation du corps d'un homme exécuté à la suite d'une sentence rendue par les tribunaux militaires allemands.

"En application de la note n° 5038 S.P., en date du 18 Juin 1944, de M. Le Commissaire Divisionnaire, chef Régional des services de Sécurité Publique, j'ai fait tout mon possible pour obtenir les précisions nécessaires en vue d'identifier le corps et de situer son emplacement au cimetière. Cependant je n'ai pu obtenir que des renseignements fragmentaires pour les raisons suivantes :

"Le corps est arrivé au cimetière dans un camion des Troupes d'occupation accompagné par un groupe de soldats allemands commandés par un Officier et un sous-Officier de la Feldgendarmarie.

"Il était déjà placé dans un cercueil cloué et il ne m'a pas été possible de le voir, ni de placer un numéro dans le cercueil.

"Ce sont les militaires allemands qui ont dirigé et exécuté la mise en terre, de sorte que je n'ai pu que relever l'emplacement de la tombe dans le cimetière : "Section A.T. - N° 14 du 5° rang".

"D'autre part, aucune information concernant la condamnation et l'exécution n'étant parvenue à l'avance, il n'a pas été possible de les signaler comme le prescrit la circulaire en date du 5 Juin 1944 de M. Le Secrétaire Général au maintien de l'Ordre.

"Enfin, l'exécution ayant été opérée par les autorités allemandes, dans un lieu non désigné et sans que nous ayons à y assister, il ne m'a pas été possible de relever moi-même un signalement du condamné.

"Toutefois, j'ai demandé à l'Officier qui dirigeait cette opération de me fournir des renseignements ainsi que l'état civil et toutes autres précisions sur le déporté, cet Officier m'a fait connaître qu'il n'avait fait qu'exécuter une sentence suivant les ordres reçus et qu'il ne pouvait me fournir aucune des indications demandées.

"J'ai alors fait, sur votre demande, une démarche auprès des services de Police Allemands (Villa des Rosiers). J'avais d'ailleurs effectué antérieurement plusieurs demandes semblables à la suite de l'exécution de six condamnés inhumés dans les mêmes conditions le 24 Mai 1944, antérieurement aux instructions citées en référence. Finalement on a consenti à me communiquer les noms des sept hommes exécutés (six le 24 Mai et le septième le 30 Juin), mais tous ensemble, de façon à ce qu'on ne puisse pas savoir quel est celui qui avait été exécuté le 30 Juin.

"Les autorités allemandes n'ont nettement fait connaître qu'elles désiraient qu'aucune corrélation ne puisse être établie entre un nom et un cercueil, les tombes devant rester anonymes. Les noms sont donnés comme étant ceux de disparus comme on le fait pour des soldats sur le champ de bataille. Les sept noms communiqués sont les suivants :

"SERVATAS René
"IGLIARIO Raymond
"PIERRE Georges
"PITANQUE Jean
"GAUSSEN Francis
"SAUVETOTS Aimé
"RACHINEL Louis

"Il y a quelque temps les autorités d'occupation portaient à la connaissance du public, par voie de presse, les noms des ressortissants français mis à mort en exécution des sentences rendues par les tribunaux militaires allemands. Les noms seuls étaient publiés et les renseignements qui m'ont été donnés sont l'équivalent de ceux communiqués par la presse. Aucune autre indication (profession, adresse, etc.....) ne m'a été fournie.

Sous-préfecture de Béziers

Cabinet

Police et gendarmerie

Surveillance de la population

Surveillance des personnes

363 W 345/1	Individus suspects.	1939-1942
363 W 347	Carnet "B" : personnes dangereuses pour la sécurité publique.	1938-1942

Surveillance des groupes

Syndicats

12 W 759	Mouvement syndical.	1943-1944
----------	---------------------	-----------

Affaires de guerre

Relations avec les autorités d'occupation

12 W 759	Arrestations par les troupes d'occupation.	1943-1944
----------	--	-----------

Surveillance et répression des mouvements de Résistance

12 W 768	Parachutistes, saisies de journaux, tracts.	1939-1940
12 W 807	Répression des menées anti-nationales, états des arrestations opérées par la gendarmerie.	1939-1945
363 W 345/2	Partisans du général de Gaulle, tracts, menées anti-nationales.	1940-1942

Libération et reconstruction

12 W 879	Organisation des comités locaux de libération des communes de l'arrondissement.	1944
----------	---	------

Relations avec les collectivités locales

Finances locales

Communes

Délibérations à caractère financier

1943-1944

Communes de L à R (sauf Pézenas)

12 W 256	Laurens. Vote d'une subvention au comité des femmes de France pour venir en aide aux Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.).	1944
----------	--	------

Fonds de la Sûreté nationale

Administration générale

Dossiers thématiques

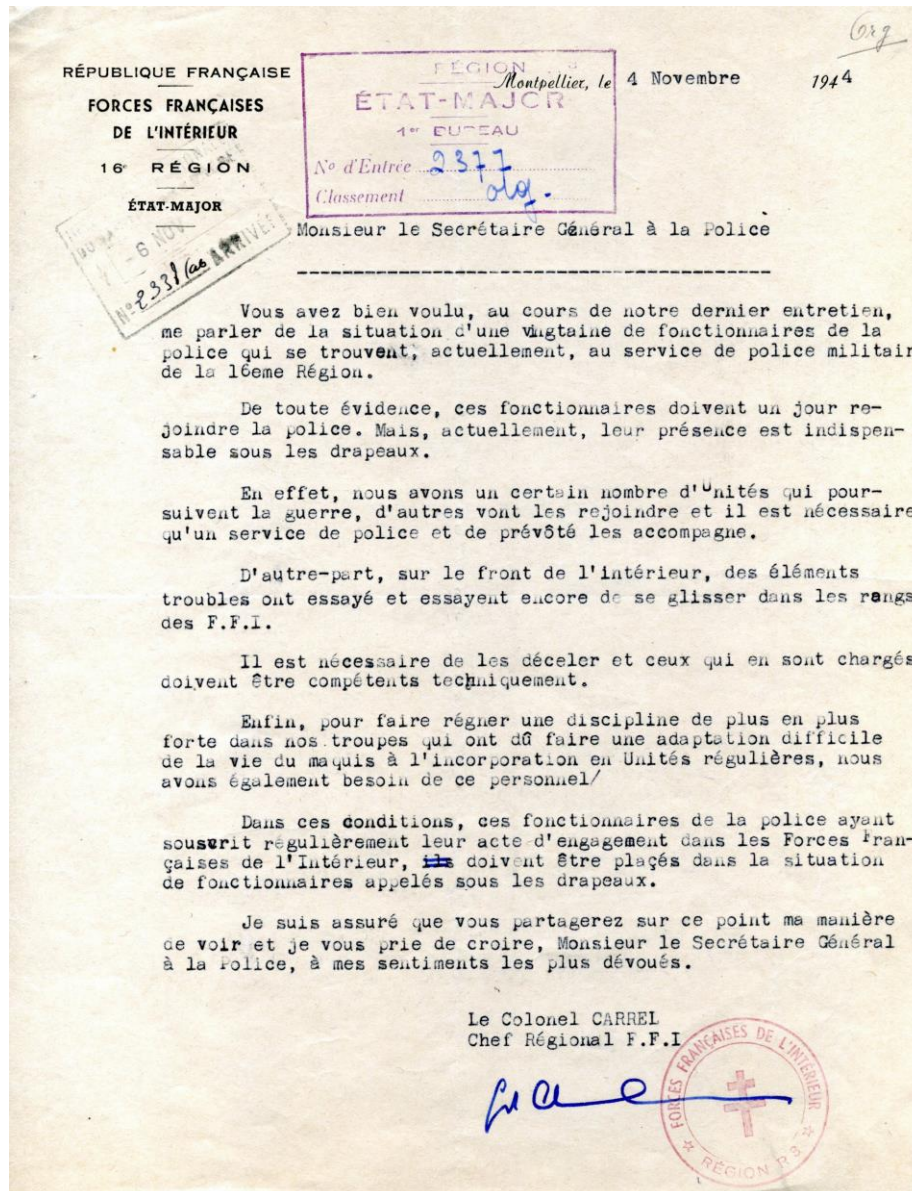
201 W 7	Personnel de police : dossier thématique relatif aux Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.).	1944-1945
---------	---	-----------

Gestion des carrières

Recrutements, reclassements, promotions

Concours et examens

201 W 47	Personnel de police, recrutement. Candidatures remarquées en raison de l'appartenance soupçonnée des candidats aux milieux socialiste et communiste.	1941-1946
----------	---	-----------



Lettre de Gilbert de Chambrun, alias colonel Carrel,
relative aux fonctionnaires de police appartenant aux F.F.I., novembre 1944 (201 W 7)

Fonds des Renseignements généraux de Béziers

Fonctions de police de renseignements

Synthèses et rapports

Synthèses géographiques

Synthèses départementales

2147 W 143	Constitution du fichier départemental. A signaler : extraits des condamnations prononcées par le tribunal militaire de la XVI ^e région et par le tribunal correctionnel de Béziers pour menées antinationales ou antigouvernementales depuis juin 1940 [1942], listes nominatives des internés administratifs.	1941-1945
------------	--	-----------

Surveillance de la vie publique

Vie politique

Mouvements résistants et anti-nationaux

Activités et mouvements de Résistance

2147 W 155	Enquêtes sur les activités résistantes et sur la diffusion de la propagande anglo-gaulliste : instructions, états statistiques mensuels relatifs à la répression des menées anti-nationales, notes de renseignement, rapports, messages transmis Concerne notamment les organisations Combat et NAPfer.	1940-1946
2147 W 156	Surveillance de la diffusion de la propagande résistante, gaulliste et alliée : tracts, journaux, notes de renseignement, rapports, instructions, messages.	1941-1944
2147 W 157	Renseignements recueillis sur les sabotages, attentats, incidents, faits divers et opérations de police judiciaire et administrative : instructions, comptes rendus mensuels et états statistiques relatifs aux attentats terroristes, avis de recherche, notes de renseignement, notes d'information, rapports de police et de gendarmerie, procès-verbaux d'interventions, télégrammes, messages transmis.	1941-1945
2147 W 158	Surveillance des activités des personnalités et des groupements résistants (Front national, S.F.I.O., Mouvement de libération nationale, milices patriotiques, parti radical-socialiste, mouvement républicain populaire, parti communiste, Mouvement unifié de renaissance française) : notes d'information, notes de renseignement, tracts, rapports, messages.	1943-1945
2147 W 159	Surveillance des activités des mouvements issus de la Résistance (Front national, Mouvement de libération nationale, Mouvement unifié de la renaissance française, Union des femmes françaises, Francs-tireurs et partisans français) : notes d'information.	1943-1945

Groupements dits anti-nationaux

2147 W 161	Surveillance des activités communistes : instructions, circulaires, décret portant dissolution des organisations communistes, notes de renseignements, listes nominatives de communistes et de combattants des Brigades internationales, comptes rendus d'enquêtes, rapports d'étude sur le parti communiste, coupures de presse, tracts et journaux, procès-verbaux de dépositions et d'auditions, imprimé vierge de déclaration d'appartenance raciale, télégramme, messages.	1940-1944
------------	---	-----------

Relations avec les forces d'occupation

Envoi de travailleurs en Allemagne

2147 W 166	Surveillance de la propagande contre le recrutement de la main-d'œuvre française pour l'Allemagne : notes de renseignement, tracts, messages.	1942-1943
2147 W 167	Recherche par les autorités allemandes et françaises de réfractaires au S.T.O. et à la relève.	1943-1944

Arrestations et faits de guerre

2147 W 168	Suivi des arrestations, incidents, activités de propagande, interventions policières et militaires des autorités d'occupation, et des engagements contre la Résistance : notes de renseignement, fiches individuelles de renseignement, états mensuels des arrestations, comptes rendus périodiques, rapports, instructions, messages.	1942-1944
2147 W 169	Enquête sur l'exécution de Français à Béziers, le 7 juin 1944, par les autorités militaires allemandes : listes nominatives et signalétiques des victimes, notices individuelles d'identification, comptes rendus, procès-verbaux d'auditions, instructions, messages.	1944-1945

Cérémonies

Fêtes nationales et ouvrières, cérémonies locales

2147 W 344	Célébrations 1 ^{er} mai 1941-1945, 14 juillet 1943-1945, 11 novembre 1942-1943, 1945 : notes d'information, notes de renseignement, arrêtés préfectoraux, notes de service, instructions, états des effectifs de surveillance et des permanences des agents, rapports de police et de gendarmerie, tracts, télégrammes, messages.	1941-1945
------------	--	-----------

Vie sociale, économique et financière

Associations, communautés, amicales

Associations régimentaires, patriotiques, mémorielles

2147 W 373-381	Contrôle des associations d'anciens combattants, d'anciens résistants et déportés : notes d'information, notes de renseignement, notices individuelles, notices de composition des bureaux, instructions, rapports, revues de presse, tracts, bulletins, messages.	1942-1986
----------------	--	-----------

Entreprises et établissements publics et privés

Secteur public et nationalisé

Transports

2147 W 470 Chemins de fer : rapport d'étude générale réalisée durant l'Occupation recensant notamment les cheminots communistes figurant sur la liste des individus suspects du secteur de Béziers. [1940-1944]

Surveillance de la population

Individus surveillés, suspects politiques, dangereux

Suspects politiques, individus dangereux

Dossiers d'enquêtes

2147 W 515 Listes des personnes signalées au contrôle technique du courrier, comptes rendus d'interception et de contrôle, messages. 1942-1944

Liste de suspects

2147 W 519 Listes nominatives de Français et étrangers communistes, syndicalistes, socialistes, juifs, religieux, repris de justice, internés libérés, opposants au gouvernement résidant dans le secteur de Béziers-Saint-Pons. [1943]

2147 W 520-522 Listes nominatives de Français et étrangers suspects ou dangereux résidant dans le secteur de Béziers-Saint-Pons (listes « générale », « S », « S prime », « Troisième catégorie »). [1943]-1944

Missions de contrôle et de recherche

Police de l'air et des frontières

Police de l'air

2147 W 620 Surveillance des aérodromes et des radiocommunications : instructions, rapports, note de renseignement, lettre de dénonciation. Concerne notamment la diffusion radiophonique de la propagande résistante. 1942-1945

Fonds des Renseignements généraux – direction régionale de Montpellier

Surveillance de la vie publique

Vie politique

Occupation

1622 W 5 Enquête sur les maquis dans l'Hérault, les mouvements de Résistance, les résistants victimes de la Gestapo, les événements de la Libération : rapports, coupures de presse, feuille d'information « Combat » du 15 octobre 1943, notice individuelle, instructions. 1944-1955

Fonds du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.)

Les fonds du S.R.P.J. (796 W 18-100, 1043 W 1-196, 1320 W 1-25, 1764 W 1-13) sont très riches à ce sujet.

Se reporter aux instruments de recherche.

Commissariat central de Montpellier

200 W 1-95 *Se reporter aux instruments de recherche.*

Commissariat de Sète

1739 W 1-45 *Se reporter aux instruments de recherche.*
concerne notamment les trafics, les événements de la Libération de Sète, les enquêtes sur les explosions et incendies.

Fonds des tribunaux d'exception

Délai de communicabilité des dossiers : 75 ans.

Tribunal spécial

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Montpellier

- | | | |
|--------|--|-----------|
| 59 W 3 | Détention et port d'arme à Montpellier, Mauguio, Saint-Jean-de-Védas, Castelnau-le-Lez, Sète, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone (27 février, 10 avril, 8 et 22 mai, 3, 17, 19, 28 juillet 1943) ; détention d'arme à feu à Frontignan, Montpellier, Poussan, Sète (13 et 27 mars, 5, 18 et 19 juin 1943) ; détention d'arme et de munition à Le Triadou, Gigean, Montpellier (26 août, 23 septembre 1943) ; détention d'explosifs à Castelnau-le-Lez (12 août 1943) ; vol d'explosifs à Sète (26 août 1943) ; vol et détention d'explosifs à Sète (9 septembre 1943). | 1943 |
| 59 W 4 | Détention d'arme et de munition à Montpellier, Sète, Lunel, Lansargues, Frontignan (28 octobre 1943, 22 janvier 1944 et 25 mars 1944) ; détention d'arme à feu à Avènes-les-Bains (28 octobre 1943) ; détention de munition à Montpellier (18 décembre 1943) ; détention d'arme et ivresse à Montpellier (22 janvier 1944) ; détention d'arme, violence et ivresse à Sète (29 janvier 1944) ; détention d'arme de chasse à Lunel (29 janvier 1944) ; recel et utilisation frauduleuse de titre de ravitaillement, hausse illicite et marché noir à Lavelanet, Carcassonne, Suillan (19 février 1944) ; falsification de carte d'identité, faux certificat de travail et permis de conduire, usurpation d'état-civil, détention illégale d'armes à Lamalou-les-Bains, Montpellier, Toulouse (21 et 26 février 1944) ; détention d'armes à Sète, Montpellier (26 février 1944) ; évasion à Montpellier (26 février 1944) ; détention d'armes, défaut de vice de carte d'identité d'étranger à Montpellier, Nîmes (4 mars 1944) ; détention d'arme de chasse et de munition à Sète (4 mars 1944) ; détention d'arme à feu, assassinat à Montpellier (11 mars 1944). | 1943-1944 |
| 59 W 5 | Détention d'arme à Aniane, Graissenac, Montpellier, Mireval (12 avril, 13 et 27 mai, 17 juin 1944) ; vol de colis de prisonnier à Sète (22 avril 1944) ; détention de munition à Sète (24 avril 1944) ; détention de munition et d'explosifs à Balaruc-les-Bains (6 mai 1944) ; détention et non dépôt d'armes à Cazouls-les-Béziers (13 mai 1944) ; détention d'arme à feu et munitions à Montpellier, Saint-Geniès-de-Mougues, Mireval (12 avril, 13 mai, 29 juillet et 10 août 1944) ; vols de marchandises destinées aux prisonniers à Montpellier (10 juin 1944) ; usurpation de fonctions, violation de domicile à Montpellier (24 juin 1944) ; détention irrégulière d'arme à feu à Montpellier (1 ^{er} juillet 1944) ; recel d'objets destinés aux prisonniers à Sète (1 ^{er} juillet 1944) ; détention d'armes et violence (15 juillet 1944) ; détention d'arme à feu au Bousquet-d'Orb (15 juillet 1944) ; détention d'arme et munition, violence à Lunel (29 juillet 1944) ; vol d'objets destinés aux prisonniers de guerre à Montpellier (15 juillet 1944) ; détention d'explosif à Montpellier (17 août 1944). | 1944 |

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Béziers

- 59 W 6 Port d'arme prohibée, non dépôt d'arme à Graissessac, Agde (13 mars, 19 juin 1943) ; détention et non dépôt d'arme à Tour-sur-Orb, Béziers, Lieuran, Bouffie (Aveyron), Cazouls-les-Béziers, Nissan, Cruzy, Bessan, Cabrol (25 mars, 29 avril, 22 mai, 19 juin, 9 et 23 septembre, 6, 30 novembre, 18 décembre 1943) ; vol de colis destinés aux prisonniers de guerre (10 avril 1943) ; non dépôt d'arme à Poujol-sur-Orb (3 juillet 1943) ; non dépôt d'arme et de munition à Villeneuve-les-Béziers, Servian, Florensac (3 juillet, 26 août 1943) ; détention et non dépôt d'arme, port d'arme prohibée à Olonzac (9 septembre 1943) ; détention et non dépôt d'arme et de munition à Capestang (9 octobre 1943) ; vol et recel de colis destinés aux prisonniers de guerre à Florensac (23 octobre 1943) ; vol de denrées destinés aux prisonniers de guerre à Béziers (23 octobre 1943) ; détention et non dépôt d'explosifs à Maureihlan, Sauvian (23 octobre 1943) ; vol d'objets destinés aux prisonniers de guerre à Cazouls-les-Béziers (23 octobre 1943) ; détention et non dépôt d'arme, port d'arme prohibé à Palavas (28 octobre 1943) ; vol et détention d'explosif à Bédarieux et Cabrol (18 décembre 1943). 1943
- 59 W 7 Détention et non dépôt d'armes et de munition et d'explosifs à Cruzy (5 janvier 1944) ; détention d'arme et meurtre d'un agent de la force publique à Agde (8 janvier 1944) ; utilisation de fausse carte d'identité, vol, évasion de camp d'internement à Montpellier (18 janvier 1944) ; détention de munition à Murviel-les-Béziers (12 février 1944) ; vol et recel de denrées aux prisonniers de guerre à Saint-Chinian, Combejan, Béziers (18 mars 1944) ; détention et non dépôt d'arme à Saint-Chinian (6 mai 1944) ; vol de colis destiné aux prisonniers à Laurens (29 juillet 1944). 1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Carcassonne

- 59 W 8 Détention d'arme à Trèbes, Fourbou, Arzens, Castelnaudary, Carcassonne (8, 17 et 22 mai, 26 août, 9 septembre 1943) ; détention d'armes à feu à Quillan (22 mai 1943) ; tentative de vol de colis de prisonnier de guerre entre La Redorte et Moux (9 octobre 1943) ; détention d'arme et munitions à Montréal, Saint-Benoît, Villeguilheuc, Carcassonne, Niort, Bouisse, Espérasa (23 octobre, 16 novembre 1943, 5 janvier, 20 mai, 1er et 23 juillet 1944) ; vol et recel de colis de prisonniers à Carcassonne (15 janvier 1944) ; non déclaration de détention d'armes à Saint-Polycarpe (1er juillet 1944). 1943-1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Narbonne

- 59 W 9 Détention d'arme sans autorisation ni qualité à Leucate, Roubia, Narbonne, Roquefort-les-Corbières, Saint-Marcel, Saint-Salveyre, Clermont-l'Hérault, Lézignan-Corbières, Villedaigne (13, 27 février, 27 mars, 8, 22 mai, 17 juillet 1943, 10 août 1944) ; vol de colis destinés à des prisonniers à Narbonne (8 mai 1943, 3 juin 1944) ; détention d'arme et de munitions sans autorisation, ni qualité à Narbonne, Coursan, Saint-Jean-de-Barrou (26 août, 23 septembre, 23 octobre 1943, 29 janvier, 4 et 6 mars 1944) ; détention de munition à Narbonne (17 juin 1944). 1943-1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Rodez

- 59 W 10 Détention d'arme à feu et munitions à Saint-Félix, Rodez, Flavin, Naucelle, Marcillac, Pont-de-Salou, Fijaguet, Druelle, Saint-Just, Lédergues, Graissac, Cadillac, Entraygues (13 février, 13, 27 mars, 10 avril, 8, 22 mai, 19 juin, 19 juillet, 10 août 1943, 19 février, 4 mars, 22 avril, 27 mai, 22 juillet 1944) ; détention d'arme à Espessergue et Saint-Chély-d'Aubrac (9 octobre, 30 novembre 1943). 1943-1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Millau

59 W 11	Détention d'arme à feu à Fondamente, Gaillac, Sévérac-le-Château, Lavernhe, La-Roque-Sainte-Marguerite, Cornuéjols, Saint-Georges-de-Luzençon, Buzeins, Millau, Versols, Saint-Afrique, Cornus (13, 27 février, 13, 27 mars, 10 avril, 8, 22 mai, 5 juin, 3, 19 juillet, 9, 23 septembre, 18 décembre 1943, 15 janvier, 19 février et 4 mars 1944) ; vol à Saint-Sernin-sur-Rance (10 avril 1943) ; hausse illicite et marché noir à Sainte-Chapel-de-Millau, Montreuil, Graulhet, Albi (19 juillet 1943) ; détention d'arme et de munition à Sévérac-le-Château, Lavernhe (3 juillet 1943).	1943-1944
---------	--	-----------

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Villefranche-de-Rouergue

59 W 12	Détention d'armes et munition à Decazeville, Villeneuve-d'Aveyron, Capdenac-Gare, Fimy, Gransac (13 février, 13 mars, 5 juin, 3 juillet, octobre-novembre 1943, 13 mai 1944).	1943-1944
---------	---	-----------

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Perpignan

59 W 13	Détention d'armes et munition à Perpignan, Conat, Toulouges (13 et 27 mars, 10 avril, 8 et 22 mai, 5 et 19 juin, 17 juillet 1943) ; vol qualifié, complicité et détention d'arme à Perpignan (19 juillet et 9 septembre 1943) ; détention et non remise d'arme à Ur, Valceballéro, Nahuja (9 septembre 1943) ; détention d'arme à Elne (9 novembre 1943).	1943
59 W 14	Outrage à officier ministériel et coups et blessures volontaires à Prades (Pyrénées-Orientales) (8 janvier et 19 novembre 1943) ; détention d'arme à feu à Canet, Salses (5 janvier 1944) ; détention d'arme et cartouches à Milles (26 février et 25 mars 1944) ; détention d'arme à Perpignan, Saint-Estève, Lavelanet (1er avril, 17 juin 1944) ; meurtre tentative de meurtre et détention d'arme à Perpignan (8 juillet 1944).	1943-1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Céret

59 W 15	Détention d'arme et de munition à Banyuls-sur-Mer, Laroque-des-Albères, Coustouges, Argelès-sur-Mer (27 février, 13 et 27 mars, 8 mai 1943).	1943
---------	--	------

Section spéciale

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Montpellier

59 W 19	Diffusion de tract à Montpellier, Portet-Saint-Simon (Haute-Garonne) (12 septembre 1941, 16 décembre 1941) ; activité communiste ou anarchiste à Sète, Florensac, Montpellier (19 mai 1942) ; atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat à Montpellier, Marseille (23 décembre 1942).	1941-1942
59 W 20	Trahison (15, 29 janvier 1943) ; intelligence avec l'ennemi (29 janvier 1943) ; atteinte à la sûreté de l'Etat (22 janvier, 19 février 1943) ; activité communiste (infraction au décret du 26 septembre 1939) (22 janvier, 5 février, 21 mai 1943).	1943
59 W 21	Activité communiste (infraction au décret du 26 septembre 1939) (4 juin, 3, 28 juillet 1943) ; atteinte à la sûreté de l'Etat (18 juin 1943) ; infraction à la loi du 16 février 1943 (S. T. O.), transport détention dépôt, port d'armes et munition, délivrance induue de tickets d'alimentation ou complicité, fabrication de fausses cartes d'identité (4 novembre 1943).	1943

59 W 22	Activité subversive, association de malfaiteurs, détention, non déclaration et port d'arme et de munition, vol de bicyclettes, fabrication et usage de fausses munitions, vol de bicyclettes, fabrication et usage de fausses cartes d'identité, usurpation d'état civil à Montpellier (12 décembre 1943) ; distribution de tract, usage par un étranger d'une carte d'identité de français à Montpellier (23 décembre 1943) ; activité communiste détention de tract à Montpellier (23 décembre 1943).	1943
59 W 23	Vol qualifié, infraction à la loi sur le travail obligatoire, non déclaration et port d'arme, diffusion d'un tract subversif, fabrication d'une carte d'identité, activité communiste à Montpellier (2 décembre 1943) ; destruction d'édifice par substance explosive, association de malfaiteur à Montpellier (9 décembre 1943) ; activité communiste à Montpellier, Marseillan, Sète, Osséjà (Pyrénées-Orientales), Pomérols (18 janvier 1944) ; utilisation de fausse carte d'identité (31 janvier 1944).	1943-1944
59 W 24	Recel, trafic de titres de ravitaillement à Montpellier, Marseille, Grabels (8 février 1944) ; recel détention d'armes, trafic d'armes, activité communiste, distribution de tracts et détention, trafic d'alimentation, écoute de la radio anglaise (16 mars 1944).	1944

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Béziers

59 W 25	Activité communiste à Marseillan, Pinet (26 février, 2 avril 1943).	1943
---------	---	------

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Narbonne

59 W 26	Atteinte à la sûreté de l'Etat, voie de fait et violence à agent de la force publique à Fleury-d'Aude (9 juillet 1943).	1943
---------	---	------

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Rodez et Villefranche-de-Rouergue

59 W 27	Distribution tracts à Villefranche-de-Rouergue (14 octobre 1943, 13 janvier 1944) ; reconstitution de cellule communiste à Decazeville (4 février, 16 mars 1944) ; activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre de la 3 ^e Internationale Communiste ou d'organismes contrôlés par la 3 ^e Internationale (5 avril 1944).	1943-1944
---------	--	-----------

Procédures du tribunal de 1^{ère} instance de Perpignan

59 W 28	Détention d'explosif, de tracts communistes et activités subversives à Escarro, Prades (21 octobre 1943) ; activité communiste à Perpignan, Thuir (31 janvier 1944).	1943-1944
---------	--	-----------

Fonds des services sanitaires et sociaux

Affaires relatives à la Seconde Guerre mondiale et à la Libération

Allocations militaires

367 W 286-292/3

Mandatement d'allocations militaires (classement par canton).
Contient des listes F.F.I., ne concerne que quelques canton.

1939-1946

Organismes de temps de guerre

Secrétariat d'Etat au travail

Service de la main-d'œuvre étrangère

Service social des étrangers et contrôle social

15 W 101	Circulaires, instructions, correspondance, fiches d'enquêtes sociales, dossier relatif aux travailleurs auxiliaires étrangers. A signaler : des fiches d'enquêtes sociales concernent des travailleurs étrangers incorporés dans les F.F.I. ou parmi les guérilleros espagnols.	1942-1944
----------	--	-----------

Service liquidateur des dépenses d'occupation

Police

Relations avec les autorités d'occupation

16 W 35, 42, 44	Arrestations par les Allemands, rapports de police. A signaler : 16 W 44 : arrestation d'André Dau.	1941-1944
-----------------	--	-----------

Comité départemental de Libération

138 W 1	Relations avec le Comité national de la Résistance, le Conseil national de la Résistance.	1945-1946
138 W 12	Attribution de la Croix de la Libération et de la médaille de la Résistance.	1944-1945

Archives privées

|

|

11 F : manuscrits isolés d'érudits

- 11 F 379 "La France Libre, la Résistance et la Déportation (Hérault, Zone sud) ", de François Berriot : tapuscrit annoté de l'ouvrage de François Berriot (édité à l'Harmattan en 2010), documents de recherche (dossiers documentaires concernant des résistants) et illustrations non publiées.
(se reporter à l'inventaire)
Communication libre

1 J : pièces isolées

Archives personnelles et familiales

- 1 J 1472 « Avoir 20 ans en 40 » : souvenirs de Résistance et de déportation couvrant la période 1940-1945 d'André Dau (1920-2008), résistant à Béziers, membre de Combat et de l'Armée secrète [1995].
1 fascicule dactylographié, 13 pages.
Communication libre
- 1 J 1473 Documents concernant Laurent Duviols (1898-1944), adjoint au chef régional du mouvement de Résistance Franc-Tireur pour la région R-3, décédé en déportation (1993-2010).
(se reporter à l'inventaire)
Communication libre
- 1 J 1501 Archives de Francis Jouvin (1918-2010), alias « Cabrol », responsable départemental du Plan vert (plan de sabotage des voies ferrées en prévision du débarquement des Alliés) dans la sous-région R 3-2 (Béziers-Bédarieux-Saint-Pons-de-Thomières-Narbonne).
(se reporter à l'inventaire)
communication libre
- 1 J 1502 « La Résistance, telle que l'a vécue Bernard Henri Bonnafous », par Bernard Henri Bonnafous, alias « Richard », chef régional-adjoint de l'Armée secrète pour la région R-3, chef départemental FFI couvrant la période d'octobre 1941 à septembre 1944 (2007).
1 volume dactylographié de 27 pages et 30 pages de reproduction de documents originaux.
Communication libre
- 1 J 1507 Archives de René Poitevin (1911-1972), alias « Fouillet », chef régional du mouvement Franc-Tireur pour la région R-3 et compagnon de la Libération (1935-1972).
(se reporter à l'inventaire). Voir également 189 J.
Communication libre
- 1 J 1609 Archives de Joseph Ricôme (1901-1973), alias "Rirette", artisan maître balancier à Montpellier, agent de liaison de l'Armée secrète (AS) et "boîte aux lettres" de Raymond Chauillac, chef régional de l'AS en Région R 3.
(se reporter à l'inventaire)
communication libre

Archives scientifiques

1 J 1489

"Histoire d'un maquis : le maquis Latourette".

Notes du colonel Georges Girvès (rédigées le 23 décembre 1944) sur l'activité résistante de son fils Jean Girvès, alias Latourette.

Note sur la carrière militaire du colonel Jean Girvès.

Historique du Maquis Latourette, par Jean Viste, ancien du Maquis Latourette.

1 volume dactylographié, avec illustrations, diffusé par la Mairie de Puisserguier, 22 pages.

Communication libre

79 J : fonds Michel Chevalier, réseau RPA Languedoc-Roussillon (1943-1973)

79 J 1-8

Michel Chevalier est reçu à l'agrégation d'histoire en 1943 à Montpellier. Il participe aux activités résistantes des milieux étudiants. En juillet 1944 il reçoit la direction régionale du réseau de renseignement RPA pour le Languedoc-Roussillon.

Les archives de Michel Chevalier concernent l'activité du réseau RPA Languedoc-Roussillon en 1943-1944 ainsi que celles menées au sein du la DTSS (puis DGER) après la Libération.

(se reporter à l'inventaire)

Communication libre

91 J : fonds Gérard Bouladou (1927-1992)

91 J 1-28, 37

Correspondant dans l'Hérault du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Gérard Bouladou (1923-1988) est l'auteur posthume de *L'Hérault dans la Résistance* (Nîmes, Lacour, 1992). En 1997, son épouse donna les archives de son mari aux Archives départementales, les rendant ainsi librement consultables.

Le fonds du correspondant départemental du Comité d'Histoire de la Seconde guerre mondiale pour l'Hérault s'organise en trois parties : travaux et recherches pour le Comité d'Histoire de la Seconde guerre mondiale, travaux universitaires et documents généraux.

(se reporter à l'inventaire)

Communication libre

103 J : fonds Emile Aïn

Fonds Emile Aïn, ancien maire de Béziers, chef de secteur de l'Armée secrète à Béziers.

Fonds en cours de classement

110 J : fonds François Pitangué (1897-1979)

110 J 9

Conservateur de la bibliothèque universitaire de Montpellier.
Hommage aux étudiants de l'Université de Montpellier fusillés par les Allemands ou la Milice (1942-1946), avec notamment la liste des étudiants (1943-1944).
Communication libre

168 J : fonds de la FNDIRP-Hérault (1944-1982)

168 W 1-25

La FNDIRP-Hérault est l'association départementale de la Fédération Nationale des Déportés, Internés et Résistants Patriote.

Le fonds de la FNDIRP-Hérault est organisé en quatre parties.

Les dossiers généraux constitués de listes nominatives de déportés, d'internés, de fusillés et d'ayants-droit forment le premier ensemble (168 J 1-5). Les dossiers individuels des membres de l'association départementale (168 J 6-13) qui sont ensuite classés par section locale (Bédarieux, Béziers, Lunel, Montpellier, Pézenas et Sète) forment le deuxième ensemble. Viennent ensuite les dossiers individuels (168 J 14-20) des individus qui ont quitté le département (et ne font, de fait, plus partie de l'association départementale), les dossiers individuels de personnes radiées de l'association après les commissions de criblage des années 1945-1948 (les radiations sont consécutives à un examen plus approfondi des situations personnelles pendant la guerre des individus acceptés dans l'association en 1945) et les demandes individuelles d'adhésion rejetées (l'adhésion peut être refusée pour divers motifs : la déportation ou l'internement n'est pas consécutif à une activité résistante mais à une condamnation de droit commun, les attestations de résistance sont douteuses, la déportation est consécutive aux persécutions antisémites. . .). Enfin, le dernier ensemble est constitué de photographies et d'objets de l'association départementale (168 J 21-25).

Le fonds FNDIRP-Hérault permet ainsi une étude de la mémoire de la déportation et de la résistance à travers le prisme d'une association d'anciens combattants relativement importante sur le plan départemental.

(se reporter à l'inventaire)

Délai général de communication de 50 ans (protection de la vie privée) pour tout le fonds sauf pour les articles 168 J 21-25 qui sont librement communicables.

Chaque dossier individuel est librement communicable au-delà d'un délai de 50 ans à compter de la dernière pièce du dossier (dates extrêmes portées sur chaque dossier).

La première année de libre communicabilité de chaque article est indiquée sous l'analyse.

173 J : fonds du colonel André Pavelet (1909-1967) et d'Antonin Combarmond (1891-1993)

173 J 1-28

Colonel André Pavelet (1909-1967), alias « Villars », responsable Maquis de la région R 3.

Antonin Combarmond (1895-1993), alias "Capitaine Mistral", adjoint d'André Pavelet pour le Gard et la Lozère.

Le fonds d'archives du colonel Pavelet concerne principalement l'histoire de la Résistance en France et plus particulièrement celle de la Résistance en Languedoc-Roussillon (région clandestine R 3). Il est nourri par l'expérience personnelle d'André Pavelet, qui exerça des responsabilités régionales dans la clandestinité, et par les recherches historiques qu'il mena dans le cadre de ses fonctions au Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), ou pour la rédaction des mémoires et travaux universitaires dont il est l'auteur. Le fonds est constitué de six ensembles de documents : dossier individuel du colonel Pavelet (173 J 1-3), diplôme d'études supérieures et thèse de doctorat en Histoire (173 J 4-7), archives et documents concernant la Résistance, collectés par André Pavelet (173 J 8-11), cours d'histoire de la Résistance française dispensés à la Faculté des lettres de Montpellier (173 J 12-13), articles, projets d'articles et conférences sur la Résistance (173 J 14-25), exposition organisée en 1965 au théâtre de Montpellier pour le 20e anniversaire de la libération des camps de concentration (173 J 26-28).

Le fonds d'archives d'Antonin Combarmond (1895-1993), alias "Capitaine Mistral", inspecteur, puis intendant des maquis pour le Gard et la Lozère en 1943-1944 - conservé sous la cote 173 J 9 - est décrit pièce à pièce, permettant ainsi de retracer précisément l'activité clandestine de l'adjoint d'André Pavelet. Ce fonds est constitué de rapports, de comptes rendus, d'attestations, de listes nominatives de Résistants et d'organigrammes.

L'article 173 J 10 rassemble un remarquable ensemble de photographies de presse, prises par des reporters de guerre américains en 1944-1945. Les documents iconographiques sont regroupés en trois thématiques : l'avancée de la 2e Division blindée (2e DB), du général Leclerc, en Normandie et Bretagne (juin - juillet 1944) ; la 1ère Armée française du général Juin entrant dans Sienne (3 juillet 1944) ; la libération des camps de concentration en Allemagne (printemps 1945).

(se reporter à l'inventaire)

Communication sur autorisation écrite du donateur

177 J : fonds Joseph Lanet (1912-1974)

177 J 5-19

Fonds Joseph Lanet (1912-1974), responsable Armée secrète de la sous-région R 3-2, homme politique.

La guerre 1939-1945 réunit 15 articles (177 J 5-19) et constitue la partie majeure de ce fonds. Elle comprend notamment :

- le "Journal d'un captif" qui évoque la campagne de juin 1940 (177 J 5),
- des souvenirs personnels épars de Joseph Lanet sur la période de guerre (carte du Front de l'Est, agenda personnel de 1943...) (177 J 6),
- un ensemble exceptionnellement rare de 39 documents originaux (177 J 7) concernant l'organisation de la Résistance armée et la structuration des secteurs et sous-secteurs de l'Armée secrète (AS) dans le Biterrois, les Hauts-cantons et le Narbonnais,
- un lot de faux-papiers vierges et remplis en partie (177 J 8),
- des rapports sur les forces politiques dans plusieurs communes du Biterrois datant de 1943-1944 (177 J 9) illustrant l'une des tâches incombant aux forces de la Résistance pour reconstruire la France d'après-guerre, la préparation de la future épuration du personnel politique,
- les mémoires de Résistance de Joseph Lanet (177 J 10-12),
- le dossier relatif à l'incendie par les Allemands, dans la nuit du 7 au 8 juin 1944, de la plâtrière de Creissan (177 J 13),
- des documents relatifs aux Comités de Libération de Saint-Pons-de-Thomières et de Béziers (177 J 14-15)
- une collection de "Béziers libre" et une collection de "Béziers républicain" (177 J 16-17)
- les archives de la direction de la section départementale de l'Hérault du Mouvement de Libération Nationale (177 J 18-19).

(se reporter à l'inventaire)

Communication libre saut pour l'article 177 J 19 soumis à l'autorisation du déposant jusqu'en 2021

181 J : Fonds de la section de l'Hérault de la Fédération Nationale des Déportés Internés de la Résistance (FNDIR)

181 J 1-28

Concerne également l' Union des Résistants Déportés Internés et Familles des Morts de l'Hérault et l'association nationale des Déportés et Internés de la Résistance d'Indochine.

Ce fonds conserve des documents relatifs au fonctionnement et à l'activité de ces associations (1944-1969).

(se reporter à l'inventaire)

Communication libre

182 J : fonds de l'association nationale des anciens de la Résistance-Hérault (1944-2005)

Fonds en cours de classement, communication soumise à l'autorisation du donateur.

183 J : fonds de Union départementale des Combattants Volontaires de la Résistance de l'Hérault (CVR-Hérault)

183 J 1-14

Ce fonds se compose de 3 parties concernant :

- la composition de l'association (183 J 1-5),
- le fonctionnement et le rôle de l'association qui a pour but d'honorer la mémoire de la Résistance et de défendre les droits des anciens Résistants (183 J 6-12),
- une documentation fournie sur la Résistance et les combats qu'ils ont menés dans la clandestinité (183 J 13-14).

(se reporter à l'inventaire)

Communication libre, sauf pour l'article 183 J 9 soumis à autorisation du déposant jusqu'en 2043.

188 J : Fonds de l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation - délégation territoriale Hérault (AFMD-Hérault)

188 J 1

"Les heures grises : le Maquis des Corsaires, 1942-1944" : témoignage et souvenirs du pasteur Georges Gillier, alias Gervais, sur le maquis ORA, dit Maquis des Corsaires (1997).

1 volume dactylographié, 107 pages + 14 pages de reproductions de documents.
Communication libre.

189 J : fonds René Poitevin (1943-1972)

René Poitevin (1911-1972) était dans la clandestinité chef régional R3 du mouvement de Résistance Franc-Tireur ; après la guerre, il est fait Compagnon de la Libération.

En cours de classement. Voir également 1 J 1507.

Archives sonores et audiovisuelles

Témoignages d'anciens résistants (cote : 4 AV 8-11 ; cote des copies de consultation : 8 NUM).

Les Archives départementales mènent d'autre part une importante opération de collecte de témoignages sur la Résistance (cote : 2027 W). *Se référer à l'instrument de recherche.*

Les Archives départementales conservent également des copies de documents provenant du Centre régional de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez avec notamment des témoignages oraux d'anciens résistants, des enregistrements de colloques et conférences, et des documentaires sonores (cote : 6 PRI ; cote des enregistrements : 6 NUM). *Se référer à l'instrument de recherche qui donne une description détaillée des enregistrements.*